

Édito :

Après les cafouillages de l'organisation de la campagne de vaccination contre le COVID – pourtant à grand renfort de consultants privés - voilà que l'on apprend que le laboratoire Pfizer ne pourra pas livrer dans les délais prévus ! Et si seulement d'autres laboratoires pouvaient l'aider dans sa production ? Mais il y a le brevet !!! Une raison supplémentaire pour signer l'Initiative Citoyenne Européenne sur <https://eci.ec.europa.eu/015/public/#/screen/home>

Pendant ce temps, les restructurations dans nos hôpitaux continuent à faire rage : cette semaine, c'est l'annonce de la suppression de la transplantation cardiaque à Créteil. Le gouvernement voudrait-il tuer à petit feu le service public hospitalier ? Il ne fait rien pour lutter contre le départ des personnels déçus par le Ségur de la santé du début de l'été 2020 : les quelques augmentations de salaires ont des contreparties inacceptables : des inégalités insupportables et une aggravation des conditions de travail par des accords locaux. Rien n'a été fait pour mettre fin à une gestion au rendement, à l'opposé de l'éthique des soignants, pour leur donner enfin la possibilité d'organiser leur travail démocratiquement, dans l'intérêt commun. Rien n'est fait pour former des soignants en nombre. En ce qui concerne les médecins, le numerus clausus a disparu des textes, mais pas de la réalité !

Il faut des lits et des réouvertures de services, du personnel, une reconnaissance en actes et pas en parole des personnels, une vraie démocratie en santé. Tout cela, nous le dirons haut et fort le 21 janvier dans le cadre de la mobilisation nationale.

Sommaire :

- **L'écho des comités : page 2 à 5**
- **Autres infos locales : page 6**
- **Dossiers :**
 - **Vaccination page 7**
 - **Psychiatrie page 7**
 - **De nos partenaires page 7**
- **Culture et santé : page 8**

L'écho des comités :

DOLE - 39

Les vœux du comité



Pour 2021, rêvons un peu ...

Dans les écoles, médecins et infirmier-e-s scolaires interviennent régulièrement au-près des enfants : dépistage, informations, relations avec les parents...

[Info-Flash N°7 du 11 Janvier 2021](#)

RUFFEC - 16

Mobilisation le 21 janvier

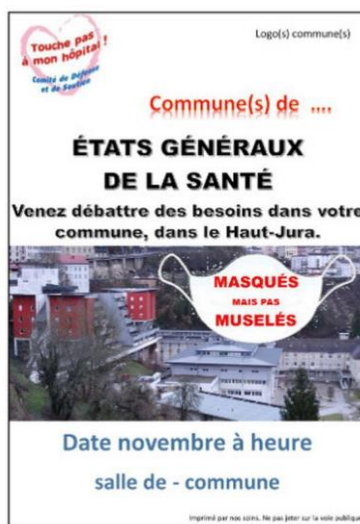
Les 23 lits fermés à l'hôpital de Ruffec le 17 Décembre par manque de personnels ont été ré-ouverts le 4 Janvier. Rappelons qu'une dizaine de soignants étaient contaminés au covid à ce moment là. Fort heureusement aucun n'a développé de forme grave et ils ont tous pu reprendre le travail.

[Le tract](#)

MONTAIGU -

[La lettre du comité](#)

Organisation des états généraux de la santé dans le Haut Jura



Après d'innombrables et diverses actions, dans la suite du référendum d'initiative locale du 26 janvier 2019, le Comité de défense et de soutien de l'hôpital de Saint-Claude propose l'organisation d'états généraux de la santé dans le Haut-Jura.

Il souhaite qu'ils soient organisés dans toutes les communes du Haut-Jura pour qui l'hôpital de Saint-Claude est leur hôpital, leur patrimoine le plus cher, le vaisseau amiral de la santé dont notre région de moyenne montagne a besoin.

Pourquoi cette initiative ?

Le comité est engagé depuis plusieurs années dans la défense et la promotion de son hôpital et souhaite aller au plus près des populations, là où chacun vit et travaille. Si la mobilisation est toujours massive autour de l'hôpital, c'est que le comité a toujours eu la volonté de rester proche des habitantes et habitants du Haut-Jura et de participer aux initiatives nationales avec la «coordination nationale de défense des hôpitaux et maternité de proximité», mais aussi avec tous les acteurs qui se battent pour un système de santé de proximité, de qualité avec des personnels reconnus et bien traités.

[La présentation des états généraux de la santé](#)

CONCARNEAU - 29

Rassemblement devant l'hôpital de Concarneau à 10h30 le 21 janvier

L'exigence de moyens est d'autant plus urgente qu'aujourd'hui il ne semble pas possible d'ouvrir un centre de vaccination sur l'hôpital de Concarneau.

Malgré l'engagement du directeur territorial de l'ARS, Concarneau est la seule commune du Finistère dotée d'un hôpital où il n'y a pas de centre de vaccination : c'est un véritable scandale. Les usagers du territoire qui veulent se faire vacciner doivent pouvoir le faire et l'hôpital de Concarneau doit pouvoir répondre à cette demande légitime.

[Le communiqué](#)

Hélène Derrien a été sollicitée pour la revue des Bretons en Ile de France

[L'article](#)

MONTREUIL – 93

Le comité s'engage dans la campagne pour l'ICE sur les vaccins et traitements du COVID

Après le fiasco gouvernemental des masques, des tests, des déconfinements/reconfinement, nous assistons à un scandale meurtrier: l'accès au vaccin anti-covid n'est pas assuré!!

Ce sont les mêmes politiques à courte vue, d'austérité et de marchandisation de la santé, qui ont détruit tout le tissu hospitalier, organisé la pénurie médicale, et étranglé financièrement les hôpitaux, dont le CHI A. Grégoire, qui ont aussi fait le choix d'abandon de recherche/développement et de production de médicaments sur le territoire français!

Alors qu'après plusieurs mois de pandémie dans notre pays et dans le monde, nous pouvons enfin avoir accès à un vaccin anticovid, notre pays n'a aucune maîtrise, et aucune stratégie, si ce n'est de déléguer ses prérogatives de santé publique à des consultants et des plateformes privées telle que Doctolib!

L'hôpital de Montreuil et la Ville de Montreuil ont créé les conditions pour vacciner le plus vite possible les populations ciblées...

Mais voilà: les vaccins ne sont pas au rendez-vous!!

Cette situation prévisible est vécue pareillement dans nombre de pays européens et sur toute la planète

LE MÉDICAMENT EST UN BIEN COMMUN UNIVERSEL! " a proclamé la présidente de la Commission Européenne

Alors oui! C'est une exigence immédiate et vitale!

Nous vous invitons à signer et faire signer la pétition réclamant de libérer la recherche et la production des "égoïsmes financiers" et privés de BIGPHARMA

IL FAUT UN MILLION DE SIGNATURES AU PLAN DE L'EUROPE

[La pétition](#)

ARDENNES – 08

Rassemblement le jeudi 21 janvier devant l'ARS

COMITÉ DE DÉFENSE
DES HÔPITAUX DE PROXIMITÉ DES ARDENNES

**POUR NOS HÔPITAUX,
NOS EHPAD**

Jeudi 21 janvier

RASSEMBLEMENT
13H30 devant l'ARS

Avenue François Mitterrand à Charleville-Mézières

 *Plus, je vais très bien,
c'est l'hôpital qui m'entraîne !*

**Des lits,
des postes,
de la reconnaissance
pour les personnels,
de la démocratie !**

MOBILISATION NATIONALE
à l'appel de



Déserts médicaux : un initiative absolument nécessaire

Avec Maître Corinne Lepage, près de 9 Millions de patients sans médecin représentés par l'Association de Citoyens Contre Les Déserts Médicaux (ACCDM), demandent à l'Etat de rétablir par tous moyens et pour tous les Citoyens Français un même droit égalitaire et constitutionnel à la Santé par la régulation du travail des médecins sur le territoire.

Maître Corinne LEPAGE, au nom de l'ACCDM, a adressé un courrier au premier ministre et au ministre de la santé : sans réponse de leur part Maître LEPAGE déposera plainte au nom de l'ACCDM auprès du Conseil d'Etat pour non-respect de la Constitution devant ce droit élémentaire et égalitaire que représente la santé.

Ø Alors que la Cour des Comptes déplore depuis 10 ans le surcoût engendré par des frais médicaux supérieurs de 30 % dans les régions sur-dotées en médecins.

Ø Alors que le Conseil de l'Ordre des médecins est incapable contrairement aux autres ordres des professions de santé, de mettre de l'ordre dans la régulation du travail des médecins, qui peuvent travailler ou pas, exercer où ils veulent quand ils veulent, ou remplacer à vie ...

Ø Alors que seuls 10 % des députés et sénateurs que l'ACCDM a interpellés par courrier nominal en septembre 2020, sont enclins à faire voter une loi de régulation du travail des médecins en France

Ø Alors que la réalité de la perte de chance en matière de survie a été affirmée et publiée récemment par l'association des maires ruraux car vivre dans un désert médical peut vous faire perdre 2 ans de vie

Ø Alors que les chiffres de la désertification médicale ne cessent de s'aggraver et que la fin du numerus clausus ne permettra pas, sans mesures contraignantes de l'exercice médical, de venir à bout de ce fléau.

[La suite de l'article](#)
[L'article sur Sweet FM](#)

Autres infos locales :

CRETEIL - 94

Communiqué de la Coordination de Vigilance du GHU H. Mondor/A.Chenevier/E.Roux

**SCANDALEUX, INADMISSIBLE :
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AP-HP, EN PLEINE PANDÉMIE, VEUT FERMER LA
TRANSPLANTATION CARDIAQUE À H. MONDOR**

Dix ans après notre combat val-de-marnais victorieux, fort de 100 000 pétitions contre la suppression de la chirurgie cardiaque à Mondor, le DG de l'AP-HP revient à la charge et profitant de la pandémie de la COVID 19 a décidé de supprimer la transplantation cardiaque au GHU H.Mondor.

Alors que cette question avait été tranchée par l'IGAS en 2012 et confirmée dans le dernier Plan Régional Santé d'Ile de France, cette décision, si elle devait être maintenue, mettrait en danger toute la chirurgie, l'enseignement et la recherche de notre groupe hospitalier. Mesure bien inconséquente avec la mise en service du nouveau bâtiment dit « RBI » (Réanimation, Bloc, Interventionnel) rebaptisé REINE.

[Le communiqué](#)
[La lettre du directeur général de l'AP HP](#)

Dossier :

VACCINATION

Silence, Sanofi brade... l'indépendance sanitaire de la France

Les 7 et 28 Octobre, la coordination des syndicats CGT de Sanofi alertait par courriers les Ministres de l'économie, de la santé, du travail et de l'industrie, sur le désengagement et démantèlement du groupe en France et en Europe, à l'appui d'un mémo confidentiel de la Direction de Sanofi précisant l'arrêt des productions des principes actifs chimiques à l'horizon 2024

[L'article](#)

Israël : l'insupportable apartheid sanitaire

[Le communiqué et la pétition de l'Association France Palestine Solidarité](#)

PSYCHIATRIE

Printemps de la psychiatrie : Vœux 2021

DES MOTS ... Ou les mille et une manières de mettre en mots les convictions et les engagements qui animent le Printemps de la psychiatrie, et qui légitiment ses appels à la mise en mouvement d'actions et d'ACTES ... en ce début de l'année 2021 :

[Les voeux](#)

Recrutement de 1,6 psychologues par département !

[La lettre ouverte de l'UFMICT- CGT](#)

DE NOS PARTENAIRES

Pour les 75 ans de la Sécu 75 personnalités du monde associatif, syndical et politique signent "Pour que vive la Sécurité Sociale !"

[Le communiqué](#)

[La pétition de soutien à l'appel « Pour que vive la Sécurité Sociale ! »](#)

Mobilisation unitaire contre le projet de démantèlement d'EDF

[Le communiqué de Convergence des services publics](#)

Culture et santé :

2020 dans l'Hexagone - Les Goquettes (en trio mais à quatre)

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE
des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité
(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Secrétariat : Lundi : 8h45-11h15 et 13h40-17h30 / Mardi : 8h45-14h45 / Jeudi : 8h45-11h15 / Vendredi : 13h40-16h15

Tél : 09 67 04 55 15

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Secrétaire : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02